



Conseil économique et social

Provisoire

19 février 2013

Français

Original : anglais

Session de fond de 2012

Débat de haut niveau

Compte rendu analytique provisoire de la 20^e séance (chambre B)

Tenue au Siège, à New York, le vendredi 6 juillet 2012, à 15 heures

Président : M. Arias (Vice-Président) (Espagne)

Sommaire

Débat général (*suite*)

Les rectifications au présent compte rendu doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum et être également portées sur un exemplaire du compte rendu. Il convient de les adresser, *une semaine au plus tard à compter de la date du présent document*, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-750, 2 United Nations Plaza.

12-40815X (F)



Merci de recycler



En l'absence de M. Koterec (Slovaquie), M. Arias (Espagne), Vice-Président, prend la présidence.

La séance est ouverte à 15 h 10.

Débat général (suite)

1. **M. Papageorgiou** (Observateur de Chypre), parlant au nom de l'Union européenne; du pays adhérent, la Croatie; des pays candidats, l'Islande, le Monténégro, la Serbie et l'ex-République yougoslave de Macédoine; des pays du processus de stabilisation et d'association, l'Albanie et la Bosnie-Herzégovine; ainsi que de la République de Moldova et de l'Ukraine, dit que la croissance économique est un préalable majeur à la création d'emplois, à l'élimination de la pauvreté ainsi qu'à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). Le passage à l'économie verte est essentiel pour promouvoir la croissance durable et équitable de long terme, la création d'emplois décents, la santé et le bien-être, et peut contribuer à la capacité concurrentielle ainsi qu'à la réduction de la pauvreté des pays, à tous les stades de développement.

2. Les taux de chômage sont très élevés parmi les jeunes dans le monde, et les femmes pâtissent toujours de discrimination dans l'éducation, l'emploi et l'accès aux postes de décision. Les réformes visant à améliorer le fonctionnement des marchés du travail demeurent une priorité. De même, l'éducation et la formation sont essentielles pour insérer plus de gens dans la population active et accroître la productivité, notamment via des arrangements contractuels souples en réponse aux besoins des employeurs et des employés. Un marché du travail performant favorisant l'esprit d'entreprise et l'emploi indépendant permettra aux individus, en particulier les jeunes, de profiter de nouvelles possibilités de croissance. Les conditions propices à un secteur privé dynamique sont nécessaires dans la mesure où celui-ci apporte une contribution essentielle au développement de nombreux pays en engendrant emplois et investissements, en créant de nouvelles technologies et en permettant une croissance économique durable et équitable, notamment via les partenariats public-privé.

3. Selon les derniers rapports de l'Organisation internationale du Travail (ILO), les jeunes ont trois fois plus de chance d'être sans emploi que les adultes; plus de 75 millions de jeunes sont sans travail dans le monde. Il convient ainsi de développer leurs possibilités d'accès à un travail décent et productif, notamment via

l'investissement dans l'éducation, la formation, l'emploi des jeunes, le volontariat, le mentorat et les programmes d'expérience professionnelle. L'orateur estime nécessaire de mieux coordonner les mesures concernant l'éducation, la formation professionnelle, l'emploi et l'intégration sociale pour éliminer la pauvreté et réaliser les OMD. De même, il faut améliorer les conditions de travail et promouvoir les normes de base de l'OIT.

4. La situation des marchés du travail de l'Union européenne constitue un problème majeur. L'emploi figure parmi les cinq objectifs d'Europe 2020, stratégie axée sur une croissance intelligente, durable et partagée privilégiant non seulement le PIB, mais également les questions environnementales et sociales. L'Union européenne adopte des approches comportant deux axes de mesures, d'une part : garantir la stabilité financière et l'assainissement des finances publiques et, d'autre part, favoriser la croissance, la capacité concurrentielle et l'emploi tout en s'attaquant aux conséquences sociales de la crise.

5. Au niveau international, l'Union européenne demeure attachée à la mise en œuvre du Programme d'action d'Istanbul en faveur des pays les moins avancés, tout particulièrement par rapport aux capacités de production. L'Union européenne salue les efforts déployés par l'Union africaine dans les domaines de l'éducation et la formation et appuie la coopération bilatérale et régionale avec les pays les moins avancés, dans le plein respect de l'appropriation et de la direction de leur propre développement.

6. Lors de la cent-unième session de la Conférence internationale du Travail, organisée à Genève du 30 mai au 14 juin 2012, les participants ont adopté une résolution intitulée « La crise de l'emploi des jeunes : Appel à l'action » et une nouvelle recommandation (n° 202) de l'Organisation internationale du Travail sur les socles nationaux de protection sociale devant guider les travaux du Conseil. Les principes et valeurs du Programme pour un travail décent et du Pacte mondial pour l'emploi de l'OIT sont plus pertinents que jamais.

7. Enfin, l'orateur salue le Plan d'action de Los Cabos pour la croissance et l'emploi, adopté à l'occasion du Sommet des dirigeants du G-20 organisé à Los Cabos les 18 et 19 juin 2012; ainsi que le document final de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable (Rio +20), organisée à Rio de Janeiro du 20 au 22 juin 2012, intitulé « L'avenir que nous voulons ».

8. **M. Montalvo** (Équateur) dit que la crise de l'emploi a certes des incidences dans le monde entier, mais que les groupes les plus vulnérables se concentrent dans les pays en développement où le chômage empêche de réduire la pauvreté et pèse sur l'éducation, la santé et la nutrition. Malgré leur attachement à la réalisation des OMD, les pays développés nient les effets et, avant tout, les causes de la crise, renflouant les institutions financières spéculatrices au lieu de stimuler les capacités productives et l'économie réelle.

9. L'accès au travail décent encourage l'intégration sociale et met un terme au cercle vicieux de la pauvreté intergénérationnelle. La Constitution de l'Équateur garantit le droit au travail et l'assigne comme objectif économique à l'action des pouvoirs publics, tout en instituant par ailleurs le travail comme droit social et composante de l'épanouissement de soi. Le Plan national 2009-2013 pour le bien vivre, qui tient compte des OMD et cherche à garantir le travail décent pour tous sans discrimination d'aucune sorte, a permis d'accroître le taux d'emploi de 34,2 % à 40,5 %, et de ramener le taux de sous-emploi de 59,8 % à 54,7 % sur la période 2007-2011; le taux de chômage pour la population économiquement active est actuellement de 4,2 %. Les salaires minima ont augmenté de 21 %, travailleurs domestiques, artisans et travailleurs agricoles compris.

10. Les jeunes âgés de 18 à 19 ans représentant 27,7 % de la population de l'Équateur, le programme intitulé « Mi Primer Empleo » (« Mon premier emploi »), financé par le Gouvernement, propose des stages rémunérés dans les secteurs public et privé à l'intention d'étudiants d'université de niveau supérieur. Les mesures prises par les pouvoirs publics ont également réduit le chômage et le sous-emploi parmi les populations autochtones et d'ascendance africaine représentant près du tiers de la population de l'Équateur. Les programmes en faveur des groupes vulnérables traditionnellement exclus des mesures des pouvoirs publics concernent notamment l'insertion dans la population active de personnes handicapées et la protection sociale améliorée, notamment via les congés de maternité et de paternité et la permission accordée aux mères d'allaiter leurs enfants sur le lieu de travail. Le Gouvernement a reçu des demandes de Coopération Sud-Sud visant à reproduire son Projet de l'éradication du travail des enfants qui a retiré enfants et adolescents du travail dans les décharges.

11. Malgré ces initiatives nationales, l'objectif mondial de plein emploi et de réalisation des OMD ne sera pas possible sans la volonté politique des pays développés de fournir des financements inconditionnés à l'appui des initiatives des pays en développement afin d'y promouvoir la capacité productive et le travail décent et d'y extirper la faim et la pauvreté. Le Conseil instaure l'environnement voulu pour débattre d'un engagement mondial répondant à la crise de l'emploi dans le monde et susciter cet engagement.

12. L'Équateur et les autres pays d'Amérique latine ont joué un rôle de chef de file dans les efforts multilatéraux visant à prévenir les crises à venir et atténuer les effets des crises actuelles via l'institution de divers mécanismes régionaux et novateurs de financement du développement. Toutefois, ces mesures viennent en complément et ne sauraient servir de prétexte aux pays développés pour éluder leurs obligations ou mettre un terme aux recherches de nouveaux mécanismes mondiaux de financement du développement.

13. Malgré de légères améliorations apportées à la gouvernance des institutions de Bretton Woods et le refinancement paradoxal de certaines des institutions qui ont été à l'origine de la crise, peu de changements ont eu lieu. L'Assemblée générale n'a pas donné suite aux points soulevés dans le document final de la Conférence de 2009 sur la crise financière et économique mondiale et son incidence sur le développement, et la communauté internationale attend toujours l'instauration d'une réglementation internationale du secteur financier garantissant la stabilité économique, le plein emploi et une évolution des modes de production et consommation non viables. L'orateur exhorte le Conseil à adopter des décisions créatives entraînant l'instauration d'une nouvelle architecture financière internationale, la restructuration de la dette et l'annulation de la dette souveraine, la reprise de l'Agenda de Doha sur les négociations commerciales ainsi que la réalisation de l'objectif de 0,7 % de leur revenu national brut consacré à l'aide publique au développement de sorte que les pays en développement puissent adopter des politiques publiques compatibles avec leurs priorités et stratégies nationales.

14. **M. Vilović** (Observateur de la Croatie) dit que le Gouvernement de la Croatie a appliqué diverses mesures pour atténuer l'incidence de la crise économique et développer l'emploi. Une formation

professionnelle est dispensée aux chômeurs et des emplois ont été créés dans le cadre de travaux publics; de même, des jeunes bénéficient de stages rémunérés et de services d'orientation des carrières de sorte qu'ils puissent choisir des programmes d'études adaptés à leurs centres d'intérêt et aptitudes ainsi qu'aux besoins durables du marché du travail. Malgré les contraintes économiques auxquelles il se heurte, le Gouvernement verse des allocations de chômage temporaires proportionnelles à la durée de l'emploi précédent de manière à ne pas donner des impulsions négatives à long terme.

15. L'économie verte est un outil majeur pour le programme de développement durable; elle peut ouvrir de nouvelles possibilités d'emploi, d'éducation, et de renforcement des capacités. L'orateur salue les stratégies énoncées dans le document final de la Conférence Rio +20, notamment la participation de toutes les parties prenantes en vue de traiter les problèmes nouveaux et en émergence. L'économie verte peut déboucher sur un nouveau paradigme du développement et un nouveau modèle d'entreprises, postulant le caractère symbiotique de la croissance et des nouveaux emplois dans le cadre du développement durable. Des efforts à cet égard doivent toutefois se poursuivre sous la direction de l'Organisation des Nations Unies.

16. **M^{me} Anderson** (Irlande) dit que les gouvernements et les institutions internationales sont à la croisée des chemins; ils ont reconnu les erreurs des anciennes politiques macroéconomiques et recherchent une nouvelle façon d'avancer en articulant la croissance avec la participation de tous et l'équité. La nécessité pour l'Irlande de réexaminer son modèle économique est particulièrement grande dans la mesure où de récents ajustements ont nécessité une austérité budgétaire, un chômage inacceptablement élevé et le retour de l'émigration. Les processus de prise de décision à l'heure de la séance en cours s'appuient sur le projet visionnaire que constitue l'instauration d'une société décente sur la base de valeurs garantissant le partage équitable des charges et des avantages.

17. Malgré les coupes domestiques, le Gouvernement d'Irlande est déterminé à maintenir son APD pour l'essentiel au même niveau – soit au-dessus de 0,5 % du PIB – s'établissant ainsi au septième rang au niveau mondial par habitant. L'ajustement à la baisse des niveaux de vie des habitants dans les pays développés accroît souvent leur empathie et solidarité à l'égard des

populations des pays en développement, qui mène une existence incomparablement plus difficile. Dans ce contexte, par ailleurs, les populations insistent toujours plus pour que la conception et la mise en œuvre des politiques visent à l'optimisation de celles-ci.

18. « Les objectifs du Millénaire pour le développement : rapport de 2012 », constatant des résultats inégaux d'une région à l'autre et au sein des pays, préconise une sérieuse réévaluation des politiques, en particulier au regard de la disproportion des jeunes et des femmes dans les emplois précaires. La faim et la malnutrition demeurent un défi mondial et s'inscrivent au cœur des préoccupations de la politique étrangère et du programme de développement de l'Irlande; 20 % de son APD est destinée à répondre aux problèmes liés à la faim. Les défis du travail décent, de l'autonomisation des femmes, de l'éducation, de l'accès au marché et des changements climatiques sont imbriqués et appellent une réponse d'ensemble.

19. Le système multilatéral doit améliorer sa capacité analytique ainsi que ses processus de négociation et prise de décision afin d'apporter une réponse prompte et pertinente aux problèmes qui se posent à l'heure de la séance en cours. L'oratrice a été déçue par les négociations sur Rio +20 et exhorte les États à mieux s'employer à assigner les nouveaux objectifs de développement durable préconisés dans le document final de la Conférence, à revoir les avancées accomplies sur la voie de la réalisation des OMD et à cartographier le cadre de développement au-delà de 2015. Le verbiage n'impressionne pas les peuples du monde qui insistent sur la prise d'engagements concrets et l'obtention de résultats mesurables. Au moment où un nouveau paradigme économique prend forme, l'Organisation des Nations Unies doit participer aux débats et à l'action qui en résultera.

20. **M^{me} Viotti** (Brésil) dit que, malgré des signes de reprise dans certaines économies développées, la résurgence de l'instabilité et de l'incertitude a réduit les perspectives de croissance dans le monde. Les pays les plus pauvres, en particulier, souffrent de l'incidence de la volatilité excessive des flux de capitaux et des cours des produits de base et la situation générale a affecté les efforts internationaux visant à réduire l'inégalité et à éliminer la pauvreté, compliquant la réalisation des OMD par les pays en développement.

21. L'expérience des pays en développement, en particulier en Amérique latine, leur a appris que les

lourdes répercussions des crises économiques sur l'emploi et le travail décent peuvent gravement détériorer le tissu social d'un pays. Dans un environnement économique fragile, l'austérité budgétaire, la déréglementation et des marchés du travail souples ne font que mettre en péril la croissance économique et aggraver les inégalités. Les politiques en faveur de la capacité productive et du travail décent, en particulier pour les femmes et les jeunes, sont essentielles pour lutter contre les répercussions sociales de la crise et garantir la croissance économique soutenue pour tous. Les pays de la région d'Amérique latine, dit l'orateur, ont ainsi baissé leurs taux d'intérêt, accru les salaires minima, établi des mesures d'incitation fiscale pour les secteurs à forte intensité de main-d'œuvre, investi dans les infrastructures et renforcé la protection sociale.

22. Ces politiques ont permis au Brésil de stimuler la demande intérieure, de réduire le chômage et de relancer son marché intérieur, améliorant la résistance de l'économie aux chocs externes. Une part accrue du revenu national est acheminée vers les plus pauvres, élargissant ainsi la classe moyenne et accroissant la demande. Ayant créé 17 millions d'emplois et arraché plus de 30 millions d'habitants à la pauvreté depuis 2003, le Gouvernement du Brésil, dit l'orateur, s'est assigné l'objectif plus ambitieux d'éliminer la pauvreté extrême en assurant la garantie de revenu, l'inclusion productive ainsi que l'accès aux services publics. Des initiatives ont été mises en œuvre pour proposer une formation professionnelle et d'enseignement des métiers aux jeunes, les plus susceptibles de connaître le chômage et l'emploi dans le secteur informel. Le niveau d'étude des femmes tend à être plus élevé que celui des hommes, mais elles ont plus de mal à trouver des emplois décents. Des efforts sont en cours qui visent à améliorer l'exercice de leurs droits du travail et à élargir leur accès à la couverture sociale, notamment le congé de maternité, la stabilité obligatoire de l'emploi après accouchement et l'instauration obligatoire de pauses allaitement.

23. **M. Messone** (Gabon) dit que la crise économique a aggravé le chômage, la précarisation du travail, la pauvreté et l'inégalité sociale, en particulier parmi les femmes et les jeunes. Le chômage des jeunes a récemment suscité les derniers troubles politiques et sociaux dans le monde. L'orateur estime qu'il est temps de formuler un nouveau modèle de croissance économique reposant sur la création d'emplois décents,

la redistribution des richesses et l'accès accru aux services sociaux. Ces stratégies nécessiteront une diversification ainsi que des réformes structurelles; la spéculation dans l'industrie alimentaire et le secteur énergétique doit être maîtrisée et le secteur financier mieux réglementé. L'orateur juge nécessaire d'élargir l'accès à l'éducation, aux soins de santé et à la formation et d'appuyer le passage des jeunes du milieu scolaire au marché du travail.

24. Le Gabon espère devenir un pays émergent à l'horizon 2025 en accroissant son industrie et ses services et en développant une économie verte. Le pays croit fermement au rôle des PME dans la création d'emplois au sein des secteurs productifs et a mis sur pied un programme de microcrédits, Akassi, à l'intention des femmes entrepreneurs et des coopératives de village. Il a mis en place des services de consultation et de commercialisation, encouragé des entreprises communes entre sociétés locales et étrangères et appuyé l'accès au financement par les banques régionales de développement. Organisé à Libreville du 8 au 10 juin 2012, le premier Forum AFRIQUE de New York a rassemblé divers entrepreneurs et investisseurs.

25. En Afrique, la spéculation sur les marchés mondiaux et la volatilité des prix qui en résulte, aggravées par les mauvaises récoltes, ont provoqué l'insécurité alimentaire. Des améliorations apportées au secteur agricole, absorbant l'essentiel de la population active du Gabon, devraient avoir un effet positif sur la sécurité alimentaire, la création d'emplois, la réduction de la pauvreté et la formation de revenu. La délégation du Gabon, dit l'orateur, approuve ainsi le Programme d'action d'Istanbul et salue la proposition du Secrétaire général, mentionnée au paragraphe 71 du rapport de celui-ci intitulé « Promouvoir la capacité de production, l'emploi et le travail décent pour éliminer la pauvreté à la faveur d'une croissance économique partagée, durable et équitable à tous les niveaux en vue de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement » (E/2012/63), laquelle proposition vise à accélérer le redressement économique et la création d'emplois tout en relevant les défis du développement durable, des changements climatiques et de la sécurité alimentaire via un Nouveau Pacte vert mondial. La délégation du Gabon, dit l'orateur, se joint également à l'appel du Secrétaire général aux États à revoir leurs mesures de protection sociale. Le Gouvernement du Gabon, dit

l'orateur, a mis en place une assurance maladie et un régime de sécurité sociale au niveau national proposant des soins de santé accessibles, notamment aux femmes, jeunes et autres groupes vulnérables.

26. Enfin, il est nécessaire de mieux coordonner l'action du système des Nations Unies et des institutions financières internationales et de prendre de nouvelles mesures, dans le cadre de l'Agenda de Doha sur les négociations commerciales, afin d'assurer que les échanges engendrent un emploi durable.

27. **M. Kydyrov** (Kirghizistan) dit que le Kirghizistan se heurte à des perspectives sociales et économiques compliquées résultant de multiples chocs internes et externes. Le marché du travail continue de peiner; en 2010, le taux de chômage global a été de 8,6 % et de près de 10 % chez les femmes. En outre, le niveau de pauvreté a augmenté de 31,7 % à 33,7 % en 2011 et de nombreuses personnes, notamment des jeunes, ont été forcées de migrer à l'intérieur de leur propre pays à la recherche d'un emploi.

28. Afin de prévenir une grave récession économique, le Gouvernement a pris une série de mesures d'urgence visant à réformer la gouvernance et éliminer la corruption, à promouvoir des programmes économiques prioritaires, à améliorer l'efficacité des politiques sociales, ainsi qu'à réduire la pauvreté. Ces profondes réformes encourageront la transparence et une gestion efficace des ressources, en particulier à l'appui des catégories de population les plus pauvres et les plus vulnérables, tout en réduisant au minimum l'ingérence du Gouvernement dans le monde des affaires et en promouvant les PME.

29. Outre les réformes d'amélioration des protections sociales, des soins de santé, d'éducation, de l'emploi et des politiques de promotion de l'égalité des sexes, une attention particulière est consacrée à l'épanouissement des jeunes. Il importe de resserrer la coopération internationale pour promouvoir l'emploi des jeunes et l'éducation, prévenir la toxicomanie et la délinquance, et surmonter les problèmes d'intégration sociale. Il est vital d'élaborer une stratégie internationale encourageant l'emploi des jeunes en conformité avec les recommandations correspondantes de l'OIT.

30. Il faut de même mieux considérer la question des migrations internationales de la main-d'œuvre, laquelle est devenue partie intégrante du système économique mondial et pèse directement sur les perspectives de réalisation du développement durable et des OMD. Il

faut libéraliser et démocratiser le texte de loi régissant les migrations, garantir les droits des travailleurs migrants et élargir la coopération régionale et bilatérale pour créer des conditions plus propices aux migrations légales.

31. La promotion d'une économie verte est essentielle pour le développement durable et doit être réalisée en harmonisant les aspects économiques, sociaux et environnementaux de la croissance. Une économie verte stimulera non seulement la capacité productive plus efficacement, mais créera également des emplois décents et améliorera la qualité de vie.

32. L'orateur salue le document final de la Conférence Rio +20, qui souligne l'importance des régions et écosystèmes montagneux pour le développement durable et la conservation des ressources en eau tout en signalant leur vulnérabilité aux changements climatiques et autres chocs systémiques. Dans la plupart des pays montagneux en développement, toutefois, la dette extérieure restreint les moyens financiers disponibles pour les programmes sociaux et environnementaux et dissuadent les investisseurs. Le Gouvernement du Kirghizistan, dit l'orateur, exhorte les institutions financières internationales et les nations donatrices à restructurer la dette contractée par les pays montagneux les plus vulnérables en échange de leurs efforts de développement durable et de passage à une économie verte.

33. **M. Granguillhome** (Mexique) préconise d'instaurer un équilibre entre l'État et les marchés ainsi que des réformes structurelles visant à accroître la productivité, à attirer les investissements privés et à créer des emplois décents de manière à éliminer la pauvreté, promouvoir le développement durable et réaliser les OMD. Il importe d'urgence de surmonter les effets négatifs de la crise actuelle. Le Mexique a récemment accueilli le Sommet du Groupe des Vingt à Los Cabos dont la stabilisation économique et les réformes structurelles ont dominé l'ordre du jour. Dans la déclaration qui en a résulté, les dirigeants ont adopté le Plan d'action de Los Cabos pour la croissance et l'emploi et ont entrepris de renforcer la demande et de restaurer la confiance à l'appui de la croissance, ainsi que de promouvoir la stabilité financière pour créer des emplois de haute qualité et offrir des perspectives à tous les habitants.

34. Les avantages sociaux de l'intégration économique mondiale sont remis en question par les

pays en développement, souvent plus soucieux des préoccupations économiques et sociales que de la protection environnementale. L'Organisation des Nations Unies a perdu son utilité quant aux grands changements mondiaux en cours et la gouvernance mondiale du développement exige des réformes urgentes. L'Organisation ne doit pas se doter de multiples programmes pour le développement et instances de décision. De même, le modèle de développement comporte certes diverses composantes, ce que doivent traduire les arrangements institutionnels, mais la division du travail doit promouvoir la complémentarité et non le chevauchement d'activités.

35. La Conférence Rio +20 a montré la possibilité de renforcer le système multilatéral et de dynamiser l'Organisation des Nations Unies comme forum universel efficace et légitime en vue de discuter, mettre en place et appliquer les objectifs de développement mondiaux, et la nécessité pour le Conseil de jouer un rôle central à cet égard en élargissant son mandat de coordination pour l'intégration et la surveillance des trois piliers du développement durable.

36. **M^{me} Bethel** (Bahamas) dit que les efforts du Gouvernement des Bahamas visant à promouvoir le développement durable s'appuient sur des politiques conçues pour accélérer la croissance économique conjuguée à la justice sociale, accroître la résilience face aux catastrophes naturelles, stimuler le secteur privé, réduire la dette extérieure et créer un secteur public plus efficace.

37. Le système économique local a certes réagi positivement à ces efforts mais le taux de chômage est de 15,9 %. La création d'emplois, en particulier pour les jeunes, et l'amélioration des niveaux de vie constituent ainsi les priorités du Gouvernement. Un solide plan de création d'emplois a été annoncé qui vise essentiellement à : attirer l'investissement direct étranger (IDE), appuyer l'esprit d'entreprise au niveau local, développer les stations touristiques et associer le Gouvernement comme un investisseur direct en situation contrôlée. Des mesures seront également prises pour assurer la formation et la reconversion de la population active et établir un Conseil de la productivité, qui formulera les procédures régissant la mesure, la gestion et l'amélioration de la productivité ainsi que les récompenses correspondantes dans tous les secteurs de l'économie, et sensibilisera le public à la nécessité d'une productivité améliorée.

38. Les efforts nationaux doivent être complétés par un environnement international propice préconisant des politiques macroéconomiques coordonnées au niveau mondial et cohérentes en vue de développer la production, les revenus et les emplois décents, compte étant pleinement tenu des principes et objectifs du Pacte mondial pour l'emploi; les discussions sur le programme de développement pour l'après-2015 doivent reprendre ces questions. Un dialogue amélioré sur les mesures à prendre et une coopération internationale sur ces questions sont nécessaires, notamment au sein du Conseil. Mettre en place des économies vertes constitue un nouvel enjeu et les Bahamas, en tant que petite économie insulaire en développement, nécessiteront une assistance technique et financière à cet égard. Les Bahamas souhaitent parvenir à un dialogue continu et à la conclusion de partenariats pour avancer sur la voie de leur programme de développement durable.

39. Les politiques et technologies sont essentielles pour l'élimination de la pauvreté, la croissance économique et le développement participatif au niveau national et international. Toutefois, les facteurs philosophiques et culturels jouent également un rôle; il faut reconnaître que la pauvreté se ramène en définitive à un état d'esprit que l'on peut faire reculer via la connaissance, la formation et l'encouragement, et que les parents, tuteurs, enseignants et dirigeants ont la responsabilité d'instaurer un environnement propice non seulement à l'autonomisation, à l'autonomie et au partenariat, mais également à l'extirpation ou à la réduction des racines du problème. Ainsi, les stratégies doivent associer les bénéficiaires d'emblée afin que ceux-ci puissent contribuer toujours plus à des programmes axés sur les résultats ainsi qu'à la formulation d'objectifs visionnaires assortis de récompenses pour leurs accomplissements.

40. **M. Berger** (Allemagne) dit que le Conseil a l'occasion d'apporter une véritable contribution à l'application du document final de la Conférence Rio +20, « L'avenir que nous voulons ». La reconnaissance de l'importance de l'économie verte comme outil capable d'améliorer l'intégration sociale et le bien-être de l'humanité tout en créant des possibilités d'emploi et un travail décent pour tous, en particulier les femmes, les jeunes et les pauvres, constitue l'un des résultats majeurs de la Conférence; toutefois, les groupes ciblés doivent être dotés des compétences requises. Au cours des dernières années,

le Gouvernement allemand, dit l'orateur, a créé de nombreux emplois en promouvant l'utilisation des énergies renouvelables, en réduisant les émissions de gaz à effet de serre et en encourageant les modèles de production durables; le Gouvernement allemand est disposé à partager son expérience.

41. La promotion des capacités de production et du travail décent est essentielle pour réduire la pauvreté, réaliser les OMD et parvenir au développement durable au plan environnemental, économique, budgétaire et social. Le système des Nations Unies peut grandement contribuer à l'application du Programme d'action d'Istanbul et à l'aide au renforcement des capacités de production dans les pays à revenu intermédiaire.

42. Le monde ne peut se permettre de déplorer une « génération perdue » de jeunes; il est nécessaire de mettre en œuvre une approche cohérente combinant l'éducation et la formation professionnelle avec des mesures macroéconomiques et liées au marché du travail. Le Gouvernement allemand, dit l'orateur, a coopéré avec tous les partenaires sociaux concernés à un « pacte de formation » prévoyant une formation technique et professionnelle en cours d'emploi pour les jeunes, lequel pacte s'est avéré efficace pour réduire le chômage des jeunes. Le travail est également source de dignité personnelle, de stabilité familiale et de paix au sein de la communauté. Le Gouvernement allemand, dit l'orateur, appuie l'initiative de l'OIT visant à formuler des approches axées sur l'emploi décent et sa recommandation n° 202 concernant les socles nationaux de protection sociale. En outre, le Gouvernement allemand contribue aux approches de partenariat au niveau international, en particulier dans le contexte du Groupe des Vingt. Enfin, la délégation allemande accueillera une manifestation parallèle sur le thème « Améliorer l'aptitude à l'emploi via l'éducation et la formation techniques et professionnelles » prévue la semaine suivante.

43. **M^{me} Cousens** (États-Unis d'Amérique) dit que la croissance est fragile et que la création d'emplois s'essouffle dans de nombreux domaines; plus d'un milliard de travailleurs pauvres peinent dans la pauvreté extrême. Le chômage au niveau mondial devrait atteindre 200 millions en 2012. À un moment où l'économie mondiale connaît une reprise fragile, les jeunes et les femmes doivent figurer au premier plan des préoccupations en matière d'emploi dans la mesure où les jeunes constituent le plus précieux espoir de tous les pays et où les femmes, bien que représentant la

moitié de la population mondiale, pâtissent d'une sous-représentation économique persistante et continuent de se heurter à des obstacles juridiques, culturelles et sociaux en matière d'emploi productif, de propriété foncière, de succession, d'éducation et de formation. L'écart de rémunération entre les sexes demeure important dans les pays tant développés qu'en développement. De même, les droits des femmes liés à la procréation et à la santé sont souvent bafoués.

44. Il importe d'abroger les règles et réglementations compliquant l'accès à l'emploi, à l'éducation ou l'information, au crédit ou à la création d'entreprises; aux États-Unis, dit l'oratrice, le défaut de formation professionnelle et de certificats de l'industrie empêche de pourvoir trois millions d'emplois. C'est pour cette raison que le Président Obama a exhorté les employeurs, les éducateurs et les organismes communautaires à coopérer via des programmes permettant l'intégration rapide des élèves et des travailleurs sur le marché de l'emploi; en 2012, le Gouvernement des États-Unis a alloué près de 150 millions de dollars à 24 bénéficiaires au titre d'un nouveau Fonds pour l'innovation du recrutement, donnant la possibilité aux nouvelles entreprises, dirigeants d'entreprise, universités et syndicats de dispenser une formation aux technologies de pointe en réponse à l'évolution des besoins du monde des entreprises. Les cadres stratégiques et réglementaires attirant l'investissement privé, favorisant l'innovation, réduisant les inefficacités et suscitant la confiance sont également nécessaires, en particulier pour les propriétaires de micro, petites et moyennes entreprises qui portent la croissance de l'emploi dans de nombreuses économies. Le Gouvernement des États-Unis, dit l'oratrice, coopère avec ses partenaires internationaux pour réduire les obstacles, administratifs notamment, dans ce domaine; chaque dollar, estime-t-on, dépensé à l'amélioration d'un environnement favorable à ces entreprises réduit le coût du respect des réglementations de 29 dollars par an, effet multiplicateur s'élevant à 5 milliards de dollars d'épargne au niveau mondial pour 2010.

45. On ne saurait accorder trop d'importance à l'éducation à tous les niveaux, notamment la formation professionnelle. Les efforts visant à renforcer la capacité productive doivent inscrire les ressources humaines et les capitaux au cœur des stratégies nationales de développement. Il est également nécessaire de privilégier la qualité de l'emploi;

d'atténuer la précarité, notamment en s'attaquant au problème des nombreux travailleurs du secteur non structuré de l'économie; enfin, d'appliquer les politiques relatives au marché du travail respectant pleinement les droits des travailleurs, combinées avec de vigoureux programmes de protection sociale. La création d'emplois peut seulement résulter d'une vaste croissance économique, partagée et prolongée, nécessitant une action coordonnée et un pouvoir de mobilisation au niveau mondial. La croissance est également un puissant moteur de réduction de la pauvreté. Les politiques et les conditions qui attirent les investissements et bâtissent le capital humain en sont les outils cruciaux et peuvent aider à en faire bénéficier un plus grand nombre, en particulier les groupes vulnérables.

46. L'examen des priorités de développement pour l'après-2015 doit couvrir les aspects transsectoriels ayant fait l'objet de moins d'attention dans le cadre des OMD, comme la capacité productive. Le Conseil peut offrir l'occasion précieuse de donner une assise aux objectifs de développement mondiaux de la prochaine génération.

47. **M. Briens** (France) dit que, afin de stimuler l'emploi et de lutter contre la pauvreté et l'exclusion, l'équilibre macroéconomique et budgétaire doit être redressé tout en encourageant la croissance économique partagée tenant compte des réalités et des incidences sociales. Les problèmes mondiaux appellent des solutions mondiales. Durant sa présidence du Groupe des Vingt en 2011, le Gouvernement français, dit l'orateur, a insisté sur l'emploi et la dimension sociale de la mondialisation. Le Mexique, qui a assumé la présidence en 2012, a continué d'appuyer ces priorités, l'accent étant particulièrement mis sur l'emploi des jeunes. Des résultats notables ont été obtenus, comme en témoigne la Déclaration de Los Cabos, dont le paragraphe 20 signale que les emplois garantissant les droits du travail, une couverture sociale et des revenus décents, contribuent à une croissance plus stable, à une intégration sociale améliorée et à une pauvreté réduite. À cette fin, le Groupe a décidé de prolonger d'un an le mandat de l'Équipe spéciale sur l'emploi.

48. Le Pacte mondial pour l'emploi de l'OIT et l'appel aux socles nationaux de protection sociale traduisent les efforts des Gouvernements, employeurs et travailleurs visant à privilégier l'accès universel au travail décent et à la protection sociale. Une

collaboration pleine et efficace entre les organisations internationales est essentielle pour appliquer des stratégies pour la réduction de la pauvreté garantissant le travail décent. Le système des Nations Unies peut contribuer de manière cruciale à améliorer la cohérence entre les politiques économiques, financières, sociales et liées au développement ainsi qu'entre les différents organismes compétents afin de donner un visage humain à la croissance.

49. La délégation française salue l'accent mis sur la dimension sociale du développement, l'économie verte et l'emploi des jeunes à l'occasion de la Conférence Rio +20 ainsi que la décision visant à assigner de nouveaux objectifs de développement durable qui unifieront en définitive les trois piliers du développement durable.

50. **M. Silva** (Observateur du Sri Lanka) dit que le Sri Lanka a suivi une stratégie de développement social et économique centrée sur les populations et peut partager son expérience avec la communauté internationale. Le développement humain et le renforcement des capacités ont des priorités, l'accent étant mis sur la création d'emplois à l'intention de ceux qui entrent dans la vie active. De gros investissements dans les services et infrastructures publiques, composantes essentielles de la constitution d'une base de ressources humaines axée sur les capacités productives et l'entrepreneuriat, ont été effectués et le pays a atteint de nombreux OMD. L'économie a maintenu un taux de croissance de 8 % et un revenu annuel par habitant de 2 400 dollars; la contribution postconflit de la Province du nord de l'État est de 22 %; et le paragraphe 1 du Projet de descriptif de programme de pays pour le Sri Lanka (2013-2017) (DP/DCP/LKA/2) indique que le Sri Lanka a obtenu le statut de pays à revenu intermédiaire et est arrivé à un moment crucial de son histoire au terme de trois décennies de guerre, et ce, malgré le tsunami de 2004 et les répercussions de la récession mondiale.

51. Les efforts demandés au secteur des services du pays sont élevés et offrent de nombreuses possibilités d'emplois appelant diverses compétences. Le Gouvernement dispense une formation tout au long de la vie et contribue au renforcement des capacités en réponse aux besoins et demandes des marchés du travail au niveau local, régional et mondial, et les jeunes reçoivent une instruction en anglais, chinois, japonais et coréen; le programme d'enseignement sera bientôt dispensé également en allemand et espagnol. Des stratégies nationales relatives aux qualifications

ont été mises en place à l'intention de divers groupes de population. Les femmes et les jeunes sont prioritaires et des mesures d'incitation ont été mises en place pour encourager les investisseurs à déplacer leurs entreprises hors des grandes villes de sorte que les femmes et les jeunes des zones rurales puissent travailler à partir de leur domicile, réduisant ainsi l'exode rural. Le Gouvernement a également promulgué de multiples lois sur le travail couvrant, entre autres, la protection sociale, la sécurité du travail, les conditions d'emploi et les salaires minima.

52. Le développement des PME est apparu comme un moyen d'accroître l'emploi, de combler les disparités régionales de la croissance et de garantir une croissance généralisée et partagée. Des plans de prêts spéciaux ont été lancés pour améliorer l'accès aux financements et à la formation professionnelle. Le chômage a diminué considérablement et les indicateurs relatifs à l'éducation et à la santé ont enregistré une amélioration, réduisant ainsi le taux de pauvreté. Toutefois, l'élimination de la pauvreté et la garantie d'un travail décent pour tous demeurent un problème dans l'environnement économique instable actuel. Les restrictions budgétaires ont également entravé les efforts d'accroissement de la capacité productive.

53. L'obtention du statut de pays à revenu intermédiaire ne garantit pas de solutions rapides ou simples aux problèmes existants du développement. En tant que marché émergent, le Sri Lanka doit relever le défi d'atteindre une croissance économique rapide et durable tout en intégrant les processus de mondialisation. Des efforts collectifs déployés via le système des Nations Unies et les autres mécanismes multilatéraux doivent ainsi s'appliquer à réduire au minimum les chocs externes provoqués par les crises mondiales, et les pays développés doivent honorer leurs engagements afin que les pays en développement puissent réaliser et dépasser les OMD. À cette fin, il faut explorer toutes les formes de partenariat pour le développement de manière à atteindre un équilibre entre les piliers du développement durable.

54. **M. Archondo** (Observateur de l'État plurinational de Bolivie) dit que la crise financière et économique mondiale a entraîné une hausse importante du chômage dans le monde, en particulier parmi les jeunes, les femmes et les autres groupes vulnérables. Les crises ont également accru l'incidence de la faim, en particulier parmi les petits exploitants et les exploitants autochtones dépendant de l'agriculture, de

la chasse et de la pêche de subsistance, et doivent pouvoir bénéficier de l'accès aux terres, à l'eau, aux semences, au microcrédit et à l'élevage, aux poissons et aux gibiers.

55. La Bolivie a pu échapper aux pires effets de la crise via l'application de mesures de protection sociale. Tandis qu'une récession frappe les pays développés, nombre de pays d'Amérique latine jouissent de la croissance économique. Le Gouvernement de Bolivie, dit l'orateur, a nationalisé ses ressources naturelles, dont les bénéfices sont actuellement mis à profit pour encourager les enfants à rester à l'école, lutter contre la mortalité maternelle et postnatale et renforcer la protection sociale pour les personnes âgées. Avant tout, la Bolivie a recouvré sa capacité de garantir une équité des salaires à tous les travailleurs; les salaires minima ont augmenté de 127 % entre 2006 et 2012. Une part de la population bolivienne est toujours insatisfaite de sa situation salariale mais prend conscience de l'avènement d'un avenir meilleur pour le pays.

56. Le Gouvernement de Bolivie, dit l'orateur, s'oppose à la libéralisation des marchés dans les secteurs des services et des ressources de l'environnement car celle-ci encourage la privatisation et l'expropriation des ressources nationales et a déjà fragilisé les économies des pays en développement en réduisant l'emploi et en bafouant les droits des travailleurs. Bien vivre suppose de vivre en harmonie avec la nature. Au cours des six dernières années, on a enregistré d'importants progrès dans la garantie de conditions de travail équitables et stables et la réduction du chômage, une attention spéciale ayant été accordée aux jeunes et aux personnes handicapées. Le congédiement sans préavis et toutes formes de harcèlement au travail sont illicites et des mesures concrètes ont été mises en œuvre pour fournir une formation technique, une formation professionnelle et un programme de formation par apprentissage en vue de promouvoir l'emploi des jeunes. Des prêts à faible taux d'intérêt sont consentis, en particulier aux PME du secteur productif. Ces mesures ont accru la part de la population travaillant dans le secteur structuré de l'économie passée de moins de 40 % à près de 50 %, et ont permis de ramener le taux de chômage de 9,3 % en 2004 à 5 % en 2011. La Constitution bolivienne institue une protection sociale complète et universelle appliquée par des programmes axés sur les groupes vulnérables. Des efforts sont en cours pour réduire les taux d'abandon scolaire et de mortalité maternelle et

post-infantile. De même, des mesures publiques ont été établies via le dialogue social.

57. Enfin, il est essentiel d'accorder un traitement spécial, souple et différencié aux pays en développement dans le secteur du commerce; à cet égard, l'orateur préconise un appui de la part de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI).

58. **M. Odisho** (Iraq) dit que l'Iraq s'efforce de devenir une puissance économique régionale en intégrant l'économie mondiale avec l'appui de ses partenaires internationaux. Depuis l'abolition dans le pays en 2003 du système d'économie planifiée, le Gouvernement a institué un train de réformes axées sur le marché qui a sensiblement augmenté le revenu réel, maîtrisé l'inflation et stabilisé la monnaie. Le revenu individuel a augmenté, le PIB s'est accru de 6 à 9 % par an et le taux de chômage a été ramené de 28 % en 2004 à 11 % en 2011. La prédominance du pétrole dans l'économie a été réduite via le développement des autres secteurs, notamment le bâtiment et l'agriculture. Le Gouvernement est intervenu pour pallier les manquements du marché en vue de garantir une répartition équitable du revenu national de sorte que les secteurs économiquement vulnérables de la population puissent contribuer au développement économique et social. C'est ainsi que les principes du développement durable – bonne gouvernance, état de droit, justice sociale et libre concurrence – ont guidé l'action du Gouvernement iraquien.

59. Le Plan national de développement pour la période 2010-2014 privilégie les ressources humaines, les services sociaux et la formation tout en préservant des filets de sécurité sociale pour les nécessiteux. Le Plan privilégie également le rôle du secteur privé dans la création d'emplois conformément à l'article 25 de la Constitution, qui prévoit le développement du secteur privé comme pièce maîtresse de la réforme économique. La réussite de toute stratégie de développement nécessite d'optimiser le secteur privé afin d'engendrer l'emploi productif; en Iraq, les banques contribuent toujours plus au financement des PME.

60. **M. Hassani Nejad Pirkouhi** (Observateur de l'Iran) dit que le cercle vicieux de la hausse du chômage, des mesures d'austérité et de la fragilité du secteur financier dans les pays développés pèse sur l'économie mondiale et complique la réalisation des

objectifs de développement par les pays en développement. Les politiques irresponsables et les pratiques répréhensibles des principales économies mondiales sont grandement responsables des sombres perspectives économiques; la gestion des affaires politiques et économiques au niveau mondial s'appuie sur une structure non démocratique caractérisée par l'injustice et de profondes inégalités. Au cours des deux dernières décennies, la communauté internationale a raté de nombreuses occasions de bâtir un monde plus pacifique et prospère pour tous et affronte de nouveaux problèmes inattendus, pour avoir délaissé un véritable multilatéralisme.

61. Il est nécessaire de faire appel à un nouveau modèle de développement via la mobilisation de la volonté politique et des ressources en vue d'une approche plus équilibrée du développement; de réformer la gouvernance économique mondiale en vue de donner aux pays en développement la marge de manœuvre voulue pour poursuivre leurs propres mesures de développement; et de renforcer leurs capacités de production de sorte qu'ils puissent participer véritablement au système économique mondial tout en éliminant la pauvreté et l'inégalité au niveau national.

62. Toutefois, plusieurs pays développés non seulement évitent d'assumer de nouvelles responsabilités dans le contexte du multilatéralisme mais tentent de passer outre leurs engagements antérieurs et de se défausser sur la Coopération Sud-Sud; cette attitude a été en particulier manifeste durant les négociations sur le document final de la Conférence Rio+20. L'orateur déplore plus encore la pratique d'imposer des sanctions économiques injustifiées, illicites, inhumaines et vaines aux pays en développement et à leurs populations, les mettant ainsi dans l'incapacité de rompre avec le cycle de la dépendance économique et de parvenir au développement durable et à l'élimination de la pauvreté.

63. La mission du Conseil de coordination à l'échelle du système en fait le mécanisme voulu de promotion du dialogue et de la coopération parmi les États membres en repérant et en surmontant les obstacles et difficultés auxquels se heurtent les efforts de développement.

64. **M. Escalona Ojeda** (Observateur de la République bolivarienne du Venezuela) dit que les crises économiques, financières, environnementales, énergétiques et alimentaires au niveau mondial se sont

aggravées au cours de l'année précédente et, tandis que les pays en développement se heurtent à des difficultés toujours plus grandes, Goldman Sachs et d'autres sociétés financières enchaînent les records de bénéfices. Des villes déchirées par la guerre sont en cours de reconstruction alors que de nouvelles armes de destruction massive sont mises sur pied; les ressources génétiques et naturelles ainsi que les savoirs traditionnels des peuples autochtones font l'objet d'appropriation via la biopiraterie; et l'investissement privilégie les nanotechnologies et le recours aux espèces transgéniques comme si les laboratoires étaient en mesure de créer des produits artificiels capables de surmonter les problèmes liés aux changements climatiques et à l'appauvrissement de la diversité biologique. Outre qu'elles sont anti-écologiques et incapables de créer des emplois, ces activités sèment la mort et la destruction. Elles s'inspirent de solutions malthusiennes axées sur la destruction physique et spirituelle des populations pauvres selon une version moderne de la « solution finale » : la prétendue élimination de la pauvreté via « le passage à l'économie verte au niveau mondial » et la ruine de tout espoir.

65. Les capitaux financiers s'accumulent sur base de la spéculation, des réductions de salaires, de la surexploitation des travailleurs et ressources naturelles, du travail de personnes réduites en servitude et des trafics d'êtres humains et de drogue. Les dogmes néolibéraux perdent toute légitimité et sont dépourvus de tous fondements scientifiques; ils se sont avérés une pure justification idéologique de l'hégémonie des capitaux financiers. L'idée selon laquelle la croissance doit précéder toutes répartitions a fait apparaître un monde plus inégal et moins prospère. On dit qu'une économie fondée sur la demande est nécessaire, alors que seuls les États encourageant les mesures sociales axées sur les revenus, la protection sociale, la santé et l'éducation ont été en mesure de créer des emplois et de réduire la pauvreté.

66. La politique de réduction des dépenses publiques et de baisse salariale en vue de diminuer les coûts de production et d'accroître la compétitivité des exportations a échoué. Le dogme de la mondialisation néolibérale a ôté les soins de santé et l'emploi du nombre des droits de l'homme; ainsi, le droit au développement, qui englobe ces autres droits, n'existe pas et ne peut être financé. En outre, les institutions financières ont réduit la demande et méconnu l'importance de l'économie réelle. Le rôle des banques

a connu une modification radicale; les ressources sont allouées à la spéculation financière au lieu d'acheminer l'épargne vers l'investissement productif, la lutte contre les changements climatiques, l'élimination de la pauvreté et de la faim, et l'engendrement du bien-être.

67. **M. Tarar** (Pakistan) dit que le chômage est une question politique explosive ayant une incidence sur la stabilité financière, en particulier au vu de l'incapacité collective d'abandonner les politiques économiques qui ont conduit à la situation existant à l'heure de la séance en cours. Le *statu quo* n'est plus une solution possible; il faut adopter un nouveau modèle économique encourageant une croissance économique forte et partagée, ainsi que le développement durable.

68. Près de 70 % de la population du Pakistan est âgée de moins de trente ans. Le pays enregistre une population active en croissance rapide et doit relever le défi de créer des emplois et des conditions de travail décent dans le contexte des multiples crises mondiales. L'orateur se dit encouragé par les délibérations du Conseil qui ont donné raison au Programme par pays pour un travail décent concernant le Pakistan, lequel privilégie la croissance économique favorable aux pauvres et tient la relation cruciale entre croissance et emploi productif pour conforme aux priorités internationales. Dans le cadre du Programme, le droit du travail a été réformé, la formation professionnelle dispensée et la protection sociale développée, notamment dans le secteur informel, tandis que le dialogue social tripartite est encouragé. En particulier, le Gouvernement du Pakistan a mis en place une initiative pour le développement de la jeunesse et un programme de transfert de fonds privilégiant l'autonomisation des femmes via des versements mensuels en espèces au niveau mondial, ainsi que la formation professionnelle, l'octroi de prêts sans intérêt, l'éducation et les soins de santé. Néanmoins, le Pakistan est exposé aux catastrophes naturelles et causées par l'homme ainsi qu'à la conjoncture économique mondiale. De même, les possibilités d'emploi pour la main-d'œuvre qualifiée et semi-qualifiée à l'étranger et pour les PME au niveau national constituent un complément nécessaire aux initiatives publiques d'élimination de la pauvreté. L'amélioration de la productivité agricole et les possibilités de revenus ruraux non agricoles figurent parmi les priorités du Gouvernement.

69. L'emploi viable est aussi important que la capacité de le créer, et les catastrophes naturelles et

causées par l'homme ne peuvent justifier l'abdication des responsabilités; les politiques doivent s'adapter aux circonstances. À l'heure où l'économie mondiale se heurte à de nombreuses crises, le Conseil doit jouer un rôle vigoureux de mécanisme central coordonnant les activités et mesures du système des Nations Unies dans les domaines économiques, sociaux et connexes.

70. **M^{me} Davidovich** (Observateur d'Israël) dit que le chômage a de grandes incidences nationales et mondiales, notamment la hausse de la violence, de la délinquance et de l'instabilité politique. À l'instar de nombreux pays, Israël enregistre des difficultés croissantes d'intégration dans le marché du travail, dont pâtissent en particulier les jeunes issus des milieux défavorisés. Le Gouvernement a élaboré une stratégie de vaste portée pour stimuler la capacité productive, qui nécessite d'améliorer l'éducation en offrant des incitations financières aux établissements scolaires et en dispensant un enseignement de soutien aux élèves en difficulté ainsi que d'autres programmes d'éducation en réponse aux abandons scolaires.

71. Les emplois exigent toujours plus des aptitudes critiques de réflexion, de recherche de solutions et de communication/collaboration. De même, le Gouvernement prend conscience que les investissements dans les sciences, les technologies et l'éducation à l'innovation sont essentiels pour la transformation économique; un réseau de lycées techniques encourage les élèves à développer leurs aptitudes dans le domaine des technologies de pointe et les sciences. Les services d'aide sociale constituent une composante essentielle du plein emploi et les familles dont les deux époux exercent une activité professionnelle enregistrent un niveau de vie supérieur. Les mesures visant à atténuer le fardeau financier de ces familles sont notamment les crédits d'impôt, les services de puériculture subventionnés et les horaires scolaires flexibles. L'enseignement public et gratuit sera bientôt disponible pour les enfants âgés de trois ans et plus.

72. Israël abritant une population diverse originaire de multiples milieux ethniques, religieux, culturels et sociaux, les programmes liés à l'emploi doivent répondre à diverses sensibilités culturelles. Une initiative du Gouvernement visant à mieux associer la communauté arabe à la gestion d'entreprises via l'établissement de « pépinières d'entreprises », chacune d'elles devant appuyer jusqu'à 20 entreprises administrées par des responsables arabes. Le Gouvernement aide ces entreprises à entrer sur le

marché d'exportation et, en 2011, a lancé une initiative de microprêts en faveur des femmes entrepreneurs arabes. Les membres de la communauté juive orthodoxe, qui, pour des raisons religieuses, ne fréquentent pas les écoles publiques, bénéficient également d'une aide à l'entrée sur le marché du travail via la mise en place d'un bureau pour l'emploi à guichet unique proposant des services de placement et des possibilités d'éducation. Les personnes handicapées bénéficient d'une aide à leur entrée dans la fonction publique et des mesures d'incitation ainsi que des services d'appui sont mis en place à l'intention de leurs employeurs. Le Ministère de la santé encourage également l'emploi des personnes atteintes de maladie mentale.

73. L'autonomisation des gens, en encourageant l'esprit d'entreprise, s'inscrit au cœur de l'action d'Israël pour le développement international. Son Centre international de formation Golda Meir du Mont Carmel ainsi que le Young Americas Business Trust collaborent avec les jeunes en Amérique latine et dans les Caraïbes. Le projet, mis en place en 2000, s'est diffusé dans 29 pays en atteignant 23 000 bénéficiaires, et a développé des modules de formation tels que les laboratoires d'entreprise, les centres de développement des petites entreprises et les formations au tourisme rural. Ce modèle est actuellement reproduit en Afrique.

74. Tous les peuples ont le potentiel d'impulser des changements sociaux et le développement économique. Toutefois, chacun doit pouvoir bénéficier pour ce faire d'une aide dans un environnement propice et se voir offrir de réelles perspectives. Les États doivent investir dans leurs citoyens, autonomiser les femmes et donner espoir aux jeunes; l'incapacité de mettre à profit leur énergie, imagination et créativité peut gaspiller d'énormes possibilités de croissance économique et de bien-être public.

75. **M^{me} Sánchez de Cruz** (République dominicaine) dit que la promotion de la capacité productive et du travail décent ainsi que le développement de la croissance économique partagée, durable et équitable sont nécessaires pour éliminer la pauvreté; toutefois, les principales économies du monde ne se sont pas relevées de la dernière crise, en particulier dans la zone euro. De même, les solutions proposées privilégient en premier lieu la guérison du système bancaire tout en ignorant la nécessité d'accroître la production. Le chômage des jeunes constitue un grave problème, de

même que le non accès des quatre cinquièmes de la population mondiale à la protection sociale.

76. En République dominicaine, le taux de chômage des jeunes est près de deux fois supérieur à celui des adultes et nombre de ceux qui ont un emploi travaillent dans le secteur informel caractérisé par de bas salaires et la quasi-absence de possibilité de formation et de perfectionnement. Le Gouvernement a mis en place un programme d'emplois à l'intention des jeunes, avec le concours de la Banque interaméricaine de développement (BID) et de la Banque mondiale, afin de dispenser une formation professionnelle et techniques et de proposer des stages dans les entreprises du secteur privé. Toutefois, intégrer tous les jeunes en âge de travailler dans la population active s'est avéré impossible.

77. En dépit des progrès effectués, la République dominicaine sera peu à même de ramener la pauvreté extrême et la faim aux niveaux établis par les OMD à l'horizon 2015. La pauvreté extrême affecte encore 10 % de la population en dépit de programmes de protection sociale ciblés. Les taux de scolarisation et d'alphabétisation ont augmenté mais le taux d'abandons demeure élevé, la qualité de l'éducation est insuffisante et il faut accroître le nombre de salles de classe et d'enseignants. Le Ministère de l'éducation met en œuvre un plan décennal pour la période 2008-2018 dans l'espoir de réaliser l'objectif 2 des OMD, à savoir l'éducation primaire pour tous.

78. Une action prompte et efficace est nécessaire pour resserrer la cohésion sociale et renforcer la protection environnementale. Il est difficile de savoir comment les pays en développement peuvent accroître la production et satisfaire leurs besoins fondamentaux sans une utilisation accrue de leurs ressources énergétiques et naturelles. L'oratrice craint qu'ils ne soient condamnés à une pauvreté chronique faute d'un mécanisme international efficace pour le développement humain durable.

79. L'**archevêque Chullikatt** (Observateur du Saint-Siège) dit que la valeur du travail ne réside pas seulement dans la satisfaction des besoins de l'individu mais qu'il est également essentiel pour le développement humain, la dignité humaine et la paix durable. Le travail constitue la base de la vie familiale, mais la famille est également la première source d'aide aux sans-emplois. Les mesures doivent ainsi privilégier non seulement le droit des travailleurs à un salaire

équitable, mais également la réalisation d'un équilibre entre responsabilités professionnelles et familiales. Le chômage persistant est une injustice sociale qui sape la liberté et étouffe la créativité des individus. Les politiques économiques non axées sur le plein emploi de tous ceux aptes à travailler n'ont pas de justification éthique et menacent la réalisation de la paix durable dans la société.

80. L'éducation et la formation professionnelle apportent une contribution essentielle à la réalisation du plein emploi et, dans une économie mondialisée en mutation rapide, doivent être dispensées tout au long de la vie. Il faut en outre respecter les droits des travailleurs, en particulier les femmes, enfants et migrants, indépendamment de leur statut au regard de la législation sur l'immigration. Le plein emploi et le travail décent constituent une préoccupation morale nécessitant une coopération améliorée et la compréhension parmi tous les secteurs de la société.

81. **M. Kamano** (Observateur de l'Association internationale des conseils économiques et sociaux et institutions similaires) se dit préoccupé du fait que, à une époque où le monde produit plus de nourritures qu'il n'en faut, 25 000 personnes meurent chaque jour de faim dans les pays en développement tandis que des millionnaires dans les pays développés succombent à des maladies liées à une alimentation excessive. Même les pays riches techniquement évolués et ceux dotés de ressources humaines et naturelles importantes n'ont pas été en mesure d'éliminer la pauvreté et de garantir un développement économique et social durable, en premier lieu en raison d'une piètre gouvernance économique, sociale, stratégique, institutionnelle et environnementale. L'élimination de la pauvreté et la réalisation des OMD ne peuvent être obtenues sans emploi universel, travail décent et croissance économique partagée, durable et équitable. Toutefois, cela exige une vision claire de l'avenir, une stratégie de mise œuvre, ainsi que des programmes et projets réalistes à tous les niveaux.

82. Les plans nationaux de développement et les mécanismes internationaux de financement et de coopération doivent garantir la gestion efficace des politiques budgétaires et financières, le développement des infrastructures sociales et économiques de base, l'exploitation durable des ressources naturelles, la sécurité renforcée, la justice améliorée et la promotion de la gouvernance participative démocratique, l'accent étant mis sur les jeunes et les femmes. La libéralisation

économique passe par la promotion du secteur privé comme moteur du développement; le secteur public, pour sa part, a la mission d'instaurer un environnement favorable à la croissance en stimulant les PME et l'industrie, en particulier dans l'agriculture et les secteurs connexes, tout en développant l'industrie et en intégrant les nouvelles technologies de l'information.

83. **M^{me} Jerger** (Programme alimentaire mondial), intervenant au nom de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et du Fonds international de développement agricole (FIDA), dit que mettre un terme à la faim et à la malnutrition doit être une priorité absolue du programme de développement pour l'après-2015. L'agriculture est certes l'un des principaux piliers de l'économie dans les pays en développement, mais des inégalités grandissantes existent entre zones urbaines et zones rurales, dont pâtissent en particulier les femmes. La pauvreté rurale tient souvent à un manque généralisé de travail décent, notamment l'inégalité entre les sexes, le manque de perspectives pour les jeunes, la faiblesse des salaires et de la productivité, les risques professionnels, le travail des enfants et le manque de dialogue social. Toutefois, dans de nombreux pays, les économies rurales subissent une transformation de grande portée où l'emploi non agricole et l'emploi indépendant dégagent des revenus toujours plus importants. Le secteur rural non agricole constitue une source majeure de la croissance et de l'emploi, et une action concrète est requise pour exploiter son potentiel en vue de réduire la pauvreté et d'accroître la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

84. Il est également nécessaire de promouvoir le développement agricole et rural tenant compte des sexospécificités en développant l'emploi au plan qualitatif et quantitatif, en élargissant l'accès au marché et en étendant la protection sociale. Les défis mondiaux résultant de l'expansion de la population mondiale, des changements climatiques et de la crise économique et financière ne peuvent être relevés si les besoins des populations pauvres dans le monde ne sont pas satisfaits et si elles ne sont pas considérées comme faisant partie de la solution. Les trois organisations sises à Rome collaborent avec leurs partenaires à accroître l'investissement dans l'agriculture et les entreprises non agricoles de manière à accroître la capacité productive, réduire la pauvreté rurale, encourager l'esprit d'entreprise en zones rurales, améliorer l'aptitude à l'emploi de la main-d'œuvre

rurale via la formation professionnelle, stimuler l'emploi en faveur des jeunes ruraux, prévenir le travail des enfants dans le secteur de l'agriculture, promouvoir l'extension des programmes de protection sociale aux populations rurales et sensibiliser les gouvernements à l'importance d'associer les producteurs et travailleurs ruraux au dialogue sur les mesures à prendre.

85. Au même moment, les trois organisations encouragent la communauté internationale et les autorités nationales à accroître l'investissement dans la sécurité alimentaire et nutritionnelle ainsi que le développement agricole et rural; à garantir que les politiques liées à l'emploi tiennent compte des sexospécificités et favorisent l'intégration de la jeunesse tout en prévenant le travail des enfants; à accorder la protection sociale aux groupes vulnérables en zones rurales et à encourager la transposition à une plus grande échelle de modèles réussis; à développer les aptitudes et les capacités des organisations représentatives des producteurs et travailleurs de sorte qu'elles puissent participer au dialogue sur les mesures à prendre; à améliorer les statistiques sur les travailleurs agricoles via la ventilation par sexe et par âge et encourager leur utilisation; enfin, à promouvoir l'échange des bonnes pratiques et des enseignements tirés de l'emploi rural décent. Les liens entre l'agriculture, la sécurité alimentaire et l'emploi seront toujours plus importants. De même, les acteurs du monde de l'agriculture et du monde du travail au niveau national et international doivent coopérer. Le Pacte mondial pour l'emploi de l'OIT et les initiatives pour des socles de protection sociale doivent être mis en œuvre et l'emploi rural décent doit être promu durant les discussions sur les priorités de développement pour l'après-2015.

86. **M. Salazar-Xirinachs** (Organisation internationale du Travail) dit qu'un programme privilégiant les capacités de production et le travail décent aura une incidence de court et long terme sur les vulnérabilités du marché du travail et les modes inappropriés de croissance et de développement. Ce programme doit inclure l'investissement dans l'éducation et la formation professionnelle ainsi que des interventions dans le marché du travail en coordination avec des politiques macroéconomiques et sectorielles. Le document intitulé « La crise de l'emploi des jeunes : Appel à l'action », adopté à l'occasion de la cent-unième session de la Conférence

internationale du Travail, offre diverses solutions possibles.

87. L'investissement dans les secteurs à forte intensité d'emplois, notamment l'infrastructure, est également requis; celle-ci, en particulier, comporte un fort effet de multiplication et offre des possibilités de diversification de la production. En outre, il faut instaurer un environnement propice aux initiatives des petites entreprises, coopératives et jeunes pousses et élargir l'accès au crédit abordable. Il est nécessaire d'accorder une attention à la qualité des emplois et aux garanties faites aux travailleurs et à leurs familles en vue d'assurer une croissance plus ouverte et durable; à cet égard, l'orateur attire l'attention sur la récente recommandation n° 202 de l'Organisation internationale du Travail sur les socles nationaux de protection sociale. La fourniture d'un minimum de sécurité aux populations les plus pauvres améliore leurs chances de participer à un travail décent et productif.

88. Au niveau national, la cohérence stratégique nécessite un engagement politique, une capacité administrative, une solide analyse des politiques, une prise de décision participative et transparente, un dialogue social, ainsi que la tenue de consultations avec les employeurs, les syndicats et la société civile. Au niveau international, la Conférence Rio +20 peut fournir un point de départ vers un programme pour le développement plus cohérent. La difficulté consiste à intégrer cette vision dans les programmes, cibles et objectifs tenant compte des aspects économiques, sociaux et environnementaux essentiels. L'amélioration de l'emploi et de l'aptitude à l'emploi, l'investissement dans les infrastructures et les capacités de production, le renforcement de la protection sociale, l'amélioration des normes du travail et une meilleure cohérence des politiques macroéconomiques constituent les pièces maîtresses d'un programme efficace en vue du développement durable et partagé jusqu'en 2015 et au-delà.

89. **M. Rath** (Observateur de l'Agewell Foundation) dit que les gouvernements doivent considérer les personnes âgées comme une ressource durable à un moment où les pays enregistrent, pour la plupart, une transition démographique progressive vers un type de population plus âgée. Les changements apportés aux politiques économiques ainsi qu'à la demande sont une source de problèmes pour une population active dont les compétences et les capacités perdent de leur valeur et où tous ne peuvent bénéficier de possibilités de

reconversion; la plupart des travailleurs doivent se contenter des emplois qu'ils peuvent trouver. De nombreux pays s'orientent vers la libéralisation économique; l'industrie et les échanges contrôlent toujours plus le marché et de nombreuses personnes âgées ont été poussées à rechercher un emploi dans le secteur informel. Elles doivent apparaître comme une ressource et non un poids; le réalisme et la créativité sont nécessaires lorsque l'on conçoit une stratégie nationale pour l'emploi productif, et les pays en développement doivent être incités à consulter une génération actuellement délaissée.

90. **M. Reichman** (Observateur de l'Association internationale de psychologie appliquée et de la Society for Industrial and Organisational Psychology) dit que le travail répétitif inhibe l'épanouissement normal des individus, que frustre leur maintien dans un état infantile tout au long de leur vie professionnelle. Cette frustration conduit à l'agressivité, laquelle évolue en dépression, léthargie, voire suicide, lorsqu'elle est intériorisée, ou bien en colère, hostilité, violence domestique et toxicomanie une fois extériorisée. Les pays en développement tolèrent l'exploitation de leurs travailleurs en vue d'améliorer leurs économies nationales. Le système des Nations Unies doit publier les noms des entreprises ne satisfaisant pas aux normes en matière de travail décent afin de permettre aux consommateurs et investisseurs socialement conscients soient de les éviter. Le système doit également créer un organisme ou donner mandat à l'une de ses organisations affiliées de surveiller les conditions sur les lieux de travail dans les pays en développement et les pays émergents où les sociétés multinationales dominent les secteurs de la production et des exportations.

91. La frustration est plus grande encore pour les pauvres sans emplois, privés de nourriture, de toit, de sécurité et de moyens de s'épanouir, qui du fait de leur temps libre sont des recrues possibles pour les émeutes et d'autres comportements antisociaux. Les personnes riches également paient un prix psychologique et ont recours au mécanisme de défense de la rationalisation : ils se persuadent qu'ils méritent leur statut et que les pauvres sont la cause de leurs propres problèmes. Ils emménagent dans des résidences protégées par des gardes armés pour se préserver de la populace et usent de leur pouvoir politique pour contrôler ceux susceptibles de remettre en question leur mode de vie. Toutefois, cette approche réussit seulement

partiellement; comme le signalent l'ONU et l'OIT, une véritable solution consiste à concevoir un programme adaptable par chaque pays à sa propre situation et susceptible de garantir un socle de protection sociale à tous dans l'ensemble des pays. L'orateur demande instamment au Conseil d'appuyer cette initiative.

92. Le **docteur Falvo** (Observateur de l'International Society of Doctors for the Environment) dit que la pauvreté et la santé sont liées; les entreprises fonctionnent bien lorsque leurs employés sont en bonne santé. La bonne santé est essentielle à – et résulte de – la réalisation des OMD, lesquels sont tous tributaires de l'eau salubre, de l'assainissement et de vivres. Une diminution des dépenses d'armements libérera des fonds pour l'investissement dans ces domaines et réduira la nécessité de recourir à des services coûteux de soins de santé et d'assainissement de l'environnement tout en accordant à la santé une place centrale et en mettant à profit des mécanismes de santé publique en vue de suivre les progrès. De même, l'efficacité des programmes facilitera les efforts d'instauration d'un travail décent et de réalisation des OMD. Les professionnels de la santé peuvent communiquer des avis sur les risques matériels, chimiques et comportementaux dans l'environnement, les surveiller, assurer que les mesures de santé préventive atteignent les objectifs escomptés, et traiter les maladies s'il y a lieu.

93. **M. Ritchie** (Conférence des organisations non gouvernementales ayant des relations consultatives avec les Nations Unies), intervenant au nom du Forum de la société civile pour le développement et des commissions chargées des questions de fond compétentes de la Conférence des organisations non gouvernementales ayant des relations consultatives avec les Nations Unies (CONGO), dit que la pauvreté et l'inégalité économique et sociale sont souvent liées à la discrimination sexiste et au manque d'accès à l'éducation, aux soins de santé, à l'assainissement, à l'eau salubre et au travail décent. La pauvreté rurale, qui représente 60 % de la pauvreté dans le monde, tient à la répartition inégale de la propriété foncière et du crédit; les femmes, en particulier, se voient refuser l'accès aux terres et aux successions. Les crises alimentaires, économiques, environnementales et climatiques, qui sévissent à l'heure de la séance en cours, mettent en péril la réalisation des OMD. Il incombe ainsi aux gouvernements, à la société civile et au secteur des affaires de renforcer leur engagement

pour une croissance équitable et partagée dans le cadre d'un développement durable.

94. La pauvreté constituant une violation des droits fondamentaux de la personne, garantir un degré minimal de protection sociale et une vie décente aux populations est une obligation découlant des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme. Une modeste hausse des allocations budgétaires permettrait à la plupart des pays en développement d'adopter et d'appliquer des plans de développement durables répondant aux besoins et compétences au niveau local et établissant un socle de protection sociale; ces avantages peuvent alors être augmentés à la longue dans les limites des moyens disponibles.

95. Le PIB n'est plus une mesure adéquate de la richesse d'un pays car il ne rend pas compte de la répartition inégale des richesses, du tarissement des ressources et des dégradations de l'environnement, ni des services non marchands. Les gouvernements doivent se détourner des indicateurs financiers au profit d'indicateurs qui mesurent la qualité de vie et la viabilité environnementale et tiennent compte des services non marchands, comme le travail domestique et les soins volontaires. D'autres solutions envisageables sont notamment l'Indice de développement humain, l'Indicateur véritable du progrès, l'indice du bonheur national brut et l'indice d'épargne nette ajustée de la Banque mondiale. L'orateur demande instamment aux Gouvernements d'adopter et d'appliquer les projets de principes directeurs sur la pauvreté extrême et les droits de l'homme, d'investir dans les infrastructures matérielles et sociales et de fournir un environnement propice et des moyens aux acteurs de la production et de la distribution agricole, et, dans les pays en développement, d'appliquer les politiques et programmes sociaux et économiques permettant aux groupes vulnérables d'avoir accès aux services et de bénéficier de moyens d'existence équitables.

96. **M. Parmegiani** (Observateur de la Legião da Boa Vontade) dit que la réduction de la pauvreté dans le contexte du développement durable constitue un processus multipartite participatif nécessitant la participation active de la société civile et des initiatives locales spécifiques. En mars 2012, la Legião da Boa Vontade, en partenariat avec les organismes des Nations Unies, a organisé le neuvième Forum multipartite de la société solidaire dans huit villes d'Amérique du Sud. Le Forum a abouti à un cadre de

recommandations ainsi qu'à un accord général prévoyant que les gouvernements, les organisations internationales et la société civile s'unissent pour surmonter les problèmes mondiaux actuels. Pendant plus de 60 ans, la Legião da Boa Vontade a défendu l'idée que l'éducation est essentielle pour préparer les générations futures à de profonds changements comportementaux. La Legião da Boa Vontade propose que les systèmes d'enseignement publics dans le monde adoptent des pédagogies axées sur les valeurs de manière à accroître la sensibilisation altruiste, œcuménique, sociale et environnementale.

97. **M. Sigliano** (Organización de Entidades Mutuales de las Américas) dit qu'il sera impossible de promouvoir la capacité productive, l'emploi et le travail décent dans le contexte d'un développement économique durable partagé faute d'avancées dans la mise en œuvre d'un socle de protection sociale universelle. Des entités mutuelles servent le bien commun via la solidarité et ont une longue expérience dans la promotion des recommandations contenues dans le rapport du Groupe consultatif mondial sur le socle de protection sociale. Les études conduisant à l'établissement du report ont démontré que des programmes modestes peuvent réduire sensiblement la pauvreté et ont souligné combien le renforcement des systèmes de protection sociale peut apporter une véritable garantie à la répartition efficace des avantages et services. La nécessité d'assumer ensemble le fardeau lié à cet objectif a incité le Groupe consultatif à recommander que les États doivent collaborer étroitement avec les entités de la société civile compétentes. L'orateur ainsi demande que la déclaration ministérielle annuelle du Conseil inclue un paragraphe précis sur le rôle des entités mutuelles comme complément naturel aux efforts des États visant à réaliser le nouvel objectif proposé en matière de travail productif.

98. **M. Brennan** (Observateur du Service and Research Institute on Family and Children) dit qu'il convient certes de signaler l'approche centrée sur l'individu et de reconnaître la protection sociale comme prioritaire, mais le premier degré de protection réside dans la famille, dont le rôle essentiel ne peut être ignoré dans l'élimination de la pauvreté et la protection sociale. Une vie familiale stable permet à l'individu de devenir une personne productive dans la société. Les dysfonctionnements familiaux pèsent sur le bien-être économique de la nation et les institutions sociales peuvent seulement fournir des mécanismes d'aide pour

permettre à la famille de remplir son rôle. Ainsi, on a préconisé une approche novatrice s'appuyant sur les atouts de la famille et permettant aux familles de trouver des solutions. Cette approche demande d'établir des centres de coordination pour les questions relatives à la famille et de garantir leur visibilité, d'élaborer une charte des droits de la famille, d'instaurer des mécanismes de mise en œuvre d'approches fondées sur la famille et de faire de la famille le thème d'action du Conseil pour la période 2013-2014.

La séance est levée à 18 h 30.